



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Chartres, le 03 novembre 2020

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

à

Madame la Préfète d'Eure-et-Loir – BPE

**Pour proposition au
Conseil de l'Environnement et des risques sanitaires et technologiques**

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Conformément à l'article R. 512-46-16, Madame la Préfète d'Eure-et-Loir a transmis entre le 16 juillet et le 7 août 2020 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 10 mars 2020 et complétée les 16 mars 2020, 8 avril 2020 et 27 avril 2020 par la société CGM BIO-ENERGY ayant pour l'objet la création et l'exploitation d'une installation de méthanisation sur le territoire de la commune de Francourville.

La demande inclut également l'épandage des digestats produits sur les communes de Francourville, Sours, Voise, Beville le Comte, Umpeau, Saint Leger des Aubees, Bailleau le Pin, Nogent sur Eure et Chauffours.

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Le demandeur

Raison sociale : CGM BIO-ENERGY
Siège social : 2 rue de Chartres, 28700 UMPEAU
Adresse du site : Lieu-dit la Croix Blanche, RD335-5, 28700 FRANCOURVILLE

2. OBJET DE LA DEMANDE

2.1 Le projet

Par transmission reçue le 10 mars 2020 et complétée les 16 mars 2020, 8 avril 2020 et 27 avril 2020, la société CGM BIO-ENERGY a adressé à Madame la Préfète un dossier de demande d'enregistrement ayant pour l'objet la création et l'exploitation d'une installation de méthanisation sur le territoire de la commune de Francourville.

La demande inclut également l'épandage des digestats produits sur les communes de Francourville, Sours, Voise, Beville le Comte, Umpeau, Saint Leger des Aubees, Bailleau le Pin, Nogent sur Eure et Chauffours.

2.2 Le site d'implantation

Les installations projetées seront situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Francourville	Section Z, parcelles : 53 et 54	Croix Blanche

2.3 Usage futur proposé

L'usage futur du site proposé par l'exploitant en cas de cessation d'activité est agricole. Le maire de Francourville a donné son accord le 24 avril 2020.

3. INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

3.1 Nomenclature ICPE

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités relevant de ce régime sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Classement
2781-1b	<p>Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production</p> <p>1/Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires</p> <p>b/La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j</p>	<p>L'unité de méthanisation aura une capacité de traitement de 45 t/j de déchets non dangereux.</p> <p>Les matières du gisement prévisionnel sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 02 01 03 : déchets de tissu végétaux, ▪ 02 03 01 boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation, ▪ 02 03 04 : matières impropres à la consommation ou à la transformation, ▪ 02 03 05 : boues provenant du traitement in situ des effluents, ▪ 02 04 03 : boues provenant du traitement in situ des effluents, ▪ 02 04 99 : déchets non spécifiés ailleurs, ▪ 02 06 01 : matières impropres à la consommation ou à la transformation, ▪ 02 07 02 : déchets de la distillation de l'alcool, ▪ 02 07 04 : matières impropres à la consommation ou à la transformation, ▪ 20 02 01 : déchets biodégradables. <p>Aucun sous-produit animal n'est traité dans l'installation.</p>	E
2781-2b	<p>Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production</p> <p>2/Méthanisation d'autres déchets non-dangereux</p> <p>b/La quantité de matières traitées étant inférieures à 100 t/j</p>	<p>Aucun sous-produit animal n'est traité dans l'installation.</p>	

3.2 Nomenclature Loi sur l'eau

Rubrique	Intitulé	Critère et seuils de classement	Volume d'activité projeté
2.1.4.0	Epandage	Epandage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles visées à la rubrique 2.1.3.0 « et à l'exclusion des effluents d'élevage », la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes : 1° Azote total supérieur à 10 t/an ou volume annuel supérieur à 500 000 m³/an ou DBO5 supérieure à 5 t/an (A) ; 2° Azote total compris entre 1 t/an et 10 t/an ou volume annuel compris entre 50 000 et 500 000 m³/an ou DBO5 comprise entre 500 kg et 5 t/an (D).	Epandage des digestats pour une quantité annuelle de : - 2 709 t de digestats solides, - 9 701 m³ de digestats liquides, représentant un total de 68,2 t d'azote.
2.1.5.0	Rejets	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	La superficie du site est de 29 000 m²

4. CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

- Francourville
- Sours
- Houville-La-Branche

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Par ailleurs, les conseils municipaux des communes comprises dans le plan d'épandage, à savoir :

- Francourville
- Sours
- Voise
- Beville le Comte
- Umpeau
- Saint Leger des Aubees
- Bailleau le Pin
- Nogent sur Eure
- Chauffours

ont également été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Les conseils municipaux de Francourville, Chauffours, Beville le Comte et Sours ont donné un avis favorable.

Les autres conseils municipaux n'ont pas fait connaître leur avis dans le délai imparti, fixé au 3 août 2020 conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

5. OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 6 juillet 2020 au 3 août 2020 (<https://www.eure-et-loir.gouv.fr/Politiques-publiques/Enquetes-Publiques-et-consultation-du-public/Consultation-du-public/en-cours/CGM-BIO-ENERGY-Francourville>)

La demande a été mise en ligne sur le site Internet de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Les avis au public par voie de presse ont été publiés le 19 juin 2020 dans l'Echo Républicain et dans Horizons.

66 observations ont été portées au registre et 71 observations ont été transmises par courriel. 1 observation est favorable au projet.

Elles concernent pour l'essentiel les problématiques suivantes :

- Nuisances olfactives ;
- Nuisances liées au trafic des camions ou tracteurs ;
- Impacts sur la santé du processus de méthanisation et de l'épandage des digestats ;

6. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

6.1 Justification de l'absence de basculement

Au regard des dispositions des articles R. 512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la société CGM BIO-ENERGY paraît en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec la sensibilité de l'environnement du projet, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Le pétitionnaire ne sollicite pas d'aménagements aux prescriptions générales applicables aux rubriques 2781-1b et 2781-2b. Néanmoins, suite aux observations du public, l'exploitant propose des mesures techniques et organisationnelles visant notamment à réduire les nuisances olfactives et à optimiser le trafic routier. Ces engagements font l'objet de propositions de prescriptions complémentaires de l'IIC (cf.6.4). Les autres observations formulées par le public sont déjà prises en compte dans les prescriptions de l'arrêté du 12/08/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ainsi, le projet déposé par la société CGM BIO-ENERGY ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, et en particulier les éléments suivants :

- éloignement suffisant (1300 m) des premières habitations ;
- absence de rejets d'effluents aqueux dans le milieu naturel ;
- caractère modéré des rejets atmosphériques de poussières ;
- caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres activités présentes dans cette zone (activités agricoles).

6.2 Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2.1 Examen de la conformité du projet

L'exploitant a justifié que son projet respecte l'arrêté ministériel du 12/08/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

6.2.2 Compatibilité avec l'affectation des sols

La commune de Francourville est actuellement régie par un PLU approuvé en 2008, qui autorise ce type d'activités. Concernant l'accessibilité, le Conseil Départemental d'Eure et Loir a émis un avis favorable sous réserve de la prise en charge exclusive par l'exploitant de la réalisation d'un « tourne-à-droite » sur la RD 939 et la RD 335.5.

6.2.3 Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants :

- SDAGE Saine Normandie : le projet :
 - n'induit pas de destruction de zone humide et n'a pas d'effet sur la biodiversité associée,
 - n'induit pas d'effets sur les cours d'eau, sur le littoral, et sur les activités conchylicoles et piscicoles et sur les activités de tourisme et de loisirs,
 - n'induit pas de rejets de substances dangereuses,
 - n'induit pas de rejet d'effluents dans les eaux superficielles ou les eaux souterraines en dehors des eaux pluviales propres ; les débits d'eaux pluviales rejetés seront régulés pour la pluie décennale,
 - n'induit pas de prélèvement d'eau significatifs dans le milieu naturel ; les besoins en eau sont relativement faibles.
- SAGE de la nappe de la Beauce et milieux aquatiques associés :
 - Les agriculteurs associés à ce projet connaissent les objectifs spécifiques du SAGE Nappe de Beauce et conduisent leurs exploitations en les respectant.
- Schéma Régional Climat Air Energie :
 - Le projet s'inscrit dans les objectifs stipulés dans le SRCAE de la Région.
- Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre-Val de Loire :
 - Outre les différentes matières d'origine agricole, le méthaniseur pourra également traiter des substrats organiques en provenance d'industries agro-alimentaires. Le projet répond donc bien à l'objectif d'augmentation de la valorisation de ces déchets en proposant une nouvelle solution de traitement intégrée à son territoire et s'inscrivant totalement dans l'Economie Circulaire.

6.3 Avis et observations émises lors de la consultation et propositions complémentaires de l'exploitant

La consultation du public et des conseils municipaux a permis l'expression d'observations et avis favorable et défavorables (cf. 5).

Le dossier initial déposé par le pétitionnaire ne comporte pas de demande d'aménagements aux prescriptions des arrêtés de prescriptions générales précités. Néanmoins, compte-tenu des nombreuses observations défavorables du public, le pétitionnaire a produit un mémoire en réponse aux observations formulées (reçu par courriel des 19 et 28 août 2020), et formule des engagements ou des propositions de mesures complémentaires. Celles-ci sont synthétisées ci-dessous, au regard des prescriptions déjà formulées dans l'arrêté du 12/08/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Observations/avis négatifs	Prescriptions prévues par l'AMPG du 26/11/2012 (rubrique 2781)	Analyse et engagements du pétitionnaire
Nuisances olfactives et	Article 46 [...].L'épandage des digestats fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions précisées en	De nombreuses unités de méthanisation incorporent dans leur processus des effluents d'élevage, des boues de STEP ou des déchets carnés de l'agroalimentaire. Le stockage et l'introduction dans le process de ces

Observations/avis négatifs	Prescriptions prévues par l'AMPG du 26/11/2012 (rubrique 2781)	Analyse et engagements du pétitionnaire
<p>Impacts sur la santé du processus de méthanisation et de l'épandage des digestats</p>	<p>annexe II, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac. [...]</p> <p>Article 47</p> <p>[...]Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source, canalisés et traités[...]</p> <p>Article 49</p> <p>[...]L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement[...]</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. [...]</p> <p>Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes...) [...] sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.[...]</p> <p>Les produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...).</p>	<p>intrants dégagent en effet des odeurs nauséabondes.</p> <p><u>Nous avons choisi pour notre projet de n'incorporer que des intrants provenant de nos cultures</u>: des ensilages de cultures intermédiaires, des pulpes de betteraves, des poussières de silos de céréales et des écarts de triage de pommes de terre. <u>Le stockage et l'introduction dans le process de ces intrants ne dégagent que très peu d'odeurs</u>, qui pourraient être comparées à l'odeur d'herbe humide ou fraîchement coupée.</p> <p>Le process de méthanisation proprement dit s'effectue en condition anaérobie, donc à l'abri de l'air et il ne génère donc pas d'odeur.</p> <p>Par ailleurs, dans son processus de production de gaz, le méthaniseur produit un engrais naturel organique appelé « Digestat », qui sera épandu dans nos champs. <u>Les intrants ayant été dégradés par les bactéries qui produisent le gaz, ils ne génèrent pas de nuisances olfactives à leur sortie du méthaniseur.</u></p> <p>Enfin, notre site est suffisamment loin des habitations (tiers le plus proche à 1300 m) pour garantir l'absence de nuisances olfactives.</p> <p>Engagements :</p> <p>Pour les émissions d'odeurs, mise en place d'une Charte des bonnes pratiques d'exploitation, ayant pour but de lister à chaque étape de l'exploitation du site les mesures limitant le risque de mauvaises odeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> * pendant la récolte des cultures énergétiques * au stockage des différents intrants * au stockage du digestat * pendant l'épandage du digestat

Observations/avis négatifs	Prescriptions prévues par l'AMPG du 26/11/2012 (rubrique 2781)	Analyse et engagements du pétitionnaire
Nuisances liées au trafic des camions ou tracteurs	/	<p>Les cultures intermédiaires sont produites dans nos champs, dans un rayon de 5 kilomètres. La récolte des ensilages provoquera nécessairement un va-et-vient de bennes agricoles mais <u>uniquement pendant la période de récolte, soit environ un mois dans l'année</u>. Ainsi, cette circulation est liée à notre environnement agricole saisonnier, au même titre que la circulation liée à la moisson ou à la récolte des pommes de terre.</p> <p>4000 tonnes de pulpes de betteraves seront acheminées jusqu'au méthaniseur et cela <u>par les mêmes camions qui viennent déjà aujourd'hui chercher les betteraves</u> stockées le long des routes à l'automne. Ces camions viendront de la sucrerie chargés de pulpe et repartiront chargés de betteraves, optimisant le transport. Cela ne rajoute donc pas de trafic supplémentaire</p> <p>Reste les écarts de triage de pommes de terre et les issues de céréales : 1 600 tonnes, réparties sur l'année, <u>soit 1 à 2 camions par semaine</u>, ce qui est peu significatif au regard du trafic routier actuel.</p> <p>Engagements :</p> <p>Pour optimiser les impacts du trafic routier, mise en place d'un Plan de circulation préférentiel, permettant d'éviter les villages et le centre bourg de Francourville.</p> <p>Celui-ci reposerait sur l'entretien et la réfection de certains chemins ruraux contournant Senneville, Francourville, Houville la Branche et Voise</p>

Par ailleurs, le pétitionnaire propose la création d'une **Commission intercommunale de concertation et d'évaluation du fonctionnement du méthaniseur** :

Son rôle serait de faire le bilan du fonctionnement du méthaniseur durant l'exploitation du site. Si ce bilan montrait un dysfonctionnement impactant les riverains, la commission serait en charge de proposer des solutions d'amélioration en concertation et en bonne intelligence avec les exploitants. Elle s'appuierait pour cela sur la Charte des bonnes pratiques d'exploitation et sur le Plan de circulation préférentiel, qu'elle pourrait faire évoluer.

La commission serait composée :

- des représentants nommés par les conseils municipaux :
 - 2 par commune pour les trois communes limitrophes : Francourville, Sours, Houville.
 - 1 par commune pour les trois communes les plus éloignées mais concernées par le plan d'épandage et par des sites de stockage déportés du digestat : Umpeau, Voise, Béville le Comte
- des 3 représentants de la société CGM Bio-energy
- un représentant de la Dreal (invité à la première commission)
- un représentant de Chartres Métropole

La commission se réunirait une fois par an ou de façon extraordinaire à la demande des membres si une situation d'urgence l'imposait.

Les conclusions des travaux de la commission seraient affichés en mairie, publiés sur le site internet de la société CGM Bio-Energy .

Par ailleurs, l'exploitant prévoit la mise à disposition des habitants des communes concernées un **numéro de téléphone d'urgence** et une **adresse mail** par le biais du site internet cgmbioenergy.com, qui seront un lien rapide permettant aux riverains de signaler d'éventuelles nuisances en lien avec l'exploitation du site.

6.4 Propositions de prescriptions complémentaires de l'Inspection des installations classées

Les observations du public relatives aux nuisances olfactives, aux nuisances liées au trafic des camions ou tracteurs et aux impacts sur la santé du processus de méthanisation et de l'épandage des digestats sont déjà prises en compte dans les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/08/10 relatif à la rubrique 2781.

Considérant la nécessité d'assurer la protection de la commodité du voisinage et la sécurité, en particulier la réduction du risque d'émission d'odeurs, une meilleure gestion du trafic routier dans les communes proches et estimant les prescriptions générales insuffisantes au regard de la protection de cet intérêt, l'inspection des installations classées propose d'assortir l'enregistrement des prescriptions suivantes :

- Dès la mise en service de l'installation, l'exploitant met en place une Charte des bonnes pratiques d'exploitation, listant, pour chaque étape de l'exploitation de l'installation, les mesures limitant le risque de mauvaises odeurs, notamment :
 - * lors du stockage des différents intrants,
 - * lors du procédé de méthanisation,
 - * lors du stockage du digestat,
 - * pendant l'épandage du digestat.

L'exploitant tient cette charte à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant met à disposition des riverains un numéro de téléphone d'urgence et une adresse de courrier électronique, qui seront affichées à l'entrée de l'installation.

- 6 mois après la mise en service de l'installation, l'exploitant réalise une étude de caractérisation des odeurs liées au fonctionnement de l'installation (réception, stockage, traitement). Cette étude inclut une caractérisation des odeurs perçues au niveau des habitations les plus proches et notamment à Francourville.

9 mois après la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées l'étude accompagnée le cas échéant des mesures techniques et opérationnelles visant à réduire les odeurs perçues par les riverains, incluant un échéancier de réalisation.

Les mesures sont mises en place selon l'échéancier transmis.

- L'exploitant met en place un Plan de circulation préférentiel, permettant d'éviter les villages et le centre bourg de Francourville.

Ce plan est transmis à l'ensemble des entreprises susceptibles d'envoyer des poids lourds sur le site (clients, fournisseurs...). Ce plan est accompagné d'une notice invitant ces entreprises à le respecter.

Le plan de circulation et la notice sont affichées sur site.

- L'exploitant crée et réunit une Commission intercommunale de concertation et d'évaluation du fonctionnement du méthaniseur dans l'année suivant le début de l'exploitation.

L'exploitant réunit cette commission au moins une fois par an et convie à y participer a minima les maires des communes situées dans un rayon d'un kilomètre et les maires des communes concernées par le plan d'épandage.

L'exploitant met notamment à l'ordre du jour de la réunion les éléments suivants :

- * trafic lié à l'activité du site au cours de l'année écoulée et prévisions ;
- * résultats du suivi de l'impact environnemental de l'installation et de l'épandage des digestats ;
- * récapitulatif des mesures prises pour limiter l'impact du site en matière de risques et nuisances.

Le compte-rendu de cette réunion est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, qui est informée de la programmation de la réunion au moins 30 jours avant sa tenue

7. CONCLUSION

La société CGM Bio-Energy a déposé une demande d'enregistrement ayant pour l'objet la création d'une installation de méthanisation sur le territoire de la commune de Francourville.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable. Néanmoins, le projet nécessite des prescriptions particulières liées à un contexte local particulier. La modification des prescriptions générales telle que décrite ci-dessus nécessite préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'Inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint à l'avis des membres du CODERST. Considérant la date de réception du dossier complet et régulier, et conformément à ce même article et l'arrêté préfectoral du 26/08/2020 portant prolongation du délai d'instruction, la signature de l'arrêté devra intervenir avant le 27/11/2020.